

Nouveaux Cahiers du socialisme



Le Québec, c'est aussi « nous ». Conversation avec Ève Torres

Pierre Beaudet

Numéro 24, automne 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94038ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2020). Le Québec, c'est aussi « nous ». Conversation avec Ève Torres. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 77–80.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2020

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le Québec, c'est aussi « nous »

Conversation avec Ève Torres

Pierre Beaudet

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

Ève Torres a été candidate de Québec solidaire (QS) dans la circonscription de Mont-Royal-Outremont aux élections de 2018. Dans la partie sud-ouest du comté, elle a fait un bon score dans les quartiers où abondent les étudiantes et étudiants ainsi que les immigrantes et immigrants. Cette mère de trois enfants, qui a un long parcours professionnel dans le secteur communautaire et les médias, s'est investie dans QS à divers titres et dans plusieurs débats, dont celui qui a mené le Parti à rejeter massivement le projet de loi 21¹ au printemps 2019. À l'époque, QS avait décidé de prendre position carrément et explicitement contre l'esprit et la lettre de cette loi qui, sous le couvert de la « laïcité », était une attaque en règle contre les communautés musulmanes. La stratégie de la Coalition Avenir Québec (CAQ) et du premier ministre Legault était de constituer un mur entre le « nous » et le « eux », un peu comme le faisaient Duplessis et la droite nationaliste de la « grande noirceur » contre les juifs, les témoins de Jéhovah et les membres du Parti communiste considérés alors comme les « ennemis de la nation ». Aujourd'hui, bien que la pandémie de la COVID-19 ait mis de côté bien des débats, on retrouve toujours au premier plan les diverses composantes d'un système de discrimination systémique, y compris d'ailleurs dans la gestion de la crise elle-même. L'entrevue avec Ève Torres s'est effectuée en mai 2020, à un moment où on était encore à plein dans la pandémie.

1 Le projet de loi 21, adopté le 16 juin 2019, porte le nom de Loi sur la laïcité de l'État.

P.B. - Il semble que la cote de François Legault reste encore très forte en dépit des trébuchements sur la gestion de la crise sanitaire...

É. T. - Il y a des fissures, mais pour le moment, l'alliance autour de la CAQ tient le coup. Une bonne majorité de gens s'estime satisfaite de la réponse du gouvernement face à la crise, y compris, selon les sondages, un bon nombre de personnes qui ont voté pour QS aux dernières élections. Ce que l'on nomme péjorativement le « nationalisme bas de gamme » qui se résume à chialer de temps en temps contre le gouvernement fédéral est géré efficacement par le premier ministre et ça passe, sauf pour une poignée de gens, surtout des personnes racisées ou issues de l'immigration.

P.B. - Qu'est-ce qui, selon vous, explique cela ?

É. T. - La majorité a eu le réflexe de se réfugier dans l'image symbolique d'un nous « tricoté serré », ce qui est un peu normal dans un contexte où tant de gens ont peur. Cependant, certaines personnes issues de l'immigration, arrivées dans un pays qui s'appelle Canada, ont le sentiment que la relation avec Ottawa constitue pour elles de meilleures chances de s'en sortir. De plus, l'expérience québécoise de plusieurs personnes racisées est marquée par le racisme systémique, le profilage racial, la loi 21. Et durant cette pandémie, la négligence envers ces personnes qui sont au front dans le système de santé ou le communautaire et qui se retrouvent dans des situations économiques précaires exacerbées... Il me semble qu'on a oublié des mailles dans le tricot.

P.B. - Le message de QS passe peu parmi ces nouveaux Québécois et Québécoises...

É. T. - Il serait naïf de dire que l'idée de l'indépendance est populaire parmi les populations immigrantes. Lors de la campagne électorale de 2018, j'ai abordé cette question comme d'un moyen pour parvenir à plus de justice sociale et écologique. Le projet de constituante, un grand processus démocratique ouvert au monde « ordinaire », passait tout de même bien auprès des électrices et des électeurs plus politisés. Néanmoins l'intérêt restait très peu marqué.

P.B. - Depuis, on aurait pu penser que l'opposition de QS à la loi 21 aurait attiré l'attention...

É. T. - Cela a été vrai sur le coup et beaucoup ont alors compris que QS, ce n'était pas le Parti québécois. Mais, il y a eu une sorte de virage subtil, comme si QS voulait éviter de trop provoquer. Sol Zanetti a fait un bon travail en commission parlementaire dans le peu de temps qu'il avait à sa disposition. Toutefois, il aurait fallu continuer et accentuer la participation à toutes les luttes contre le racisme et les discriminations systémiques. Je comprends l'urgence de la lutte climatique et que la campagne *Ultimatum 2020* avait de l'élan, mais je ne pense pas que cela aurait dû occuper tout

l'espace. À l'Assemblée nationale, il y aurait eu plusieurs bons coups à faire pour mettre le gouvernement dans l'embarras sur des dossiers chauds comme la discrimination à l'emploi, le logement, sans compter le profilage de la police et nos relations avec les nations autochtones.

P.B. - Est-ce que le message de QS est trop timide ?

É. T. - Je comprends que la situation actuelle, avec la pandémie, est spéciale et que les gens espèrent que tous se rassemblent autour du premier ministre. Malgré cela, je pense que nos élu-es ont été trop sages. Dès la deuxième semaine de la crise, il y aurait eu des occasions, sans forcément choquer, de se positionner sur nos propres visions. Par exemple, les enjeux sur la violence faite aux femmes étaient prévisibles, et c'est ressorti très vite. Je ne sais pourquoi, il y a toujours un décalage. On a l'impression qu'on manque d'une vision globale et combative sur certains dossiers.

P.B. - On parle souvent du « vivre-ensemble » comme moyen de favoriser l'intégration...

É. T. - Je préfère pour ma part parler d'inclusion plutôt que d'intégration. Le vivre-ensemble ne peut pas exister s'il n'y a pas le respect. Ce respect se construit sur un socle commun : la démocratie, les droits des femmes, la justice sociale, la langue française, la protection des minorités. Mais le vivre-ensemble perd son sens quand il est utilisé pour cibler des groupes en particulier, ce qui était le cas avec la loi 21 qui visait les minorités religieuses, particulièrement les femmes musulmanes. Le port du voile était carrément une diversion, alors que toutes les études sérieuses ont démontré que le hijab pour la grande majorité de celles qui le portent n'a aucune connotation politique, ne sert aucunement à cacher un prosélytisme, et ne contredit d'aucune manière le respect du droit à l'égalité. Parler de ça semble si loin...

P.B. - Comment pourrait se faire le redressement ?

É. T. - Il faut parler fort, et quand je dis cela, je pense à QS. Il faut s'impliquer concrètement dans les luttes, porter la voix des sans-voix à l'Assemblée nationale. Alors qu'on est en pleine pandémie, on fait encore la chasse aux sans-statuts qui pourtant nous sauvent la vie dans les CHSLD². La pandémie frappe plus fort qu'ailleurs à Montréal-Nord, à Parc-Extension, à Côte-des-Neiges et dans d'autres quartiers montréalais, des milieux avec une forte densité de population, des taux de pauvreté alarmants et où vivent beaucoup de familles issues de différentes communautés ethnoculturelles. Il n'y a pas de mystère là-dedans : familles mal logées, absence d'infrastructures sanitaires,

2 CHSLD : centres d'hébergement et de soins de longue durée.

emplois mal payés et précaires, etc. Le lien n'est-il pas évident ? On a abandonné les aînées, c'est vrai, mais aussi une partie de nos populations les plus marginalisées.

P.B. - Est-ce qu'on constate une aggravation du racisme dans la crise actuelle ?

É. T. - On a rapporté plusieurs incidents où des personnes d'origine asiatique ont été insultées dans la rue. Ce fut aussi le cas pour des communautés hassidiques et des communautés noires quand les médias ont attiré l'attention sur des situations particulières liées à la pandémie. Mais cela n'a malheureusement rien de nouveau. Je m'attendrais à ce que nos solidaires soulèvent ce problème. Cela me semble important, voire urgent, si on veut faire la percée espérée aux élections de 2022. Il ne s'agit pas de crier au loup, mais de penser à un retour à une certaine radicalité qui pourrait donner de bons résultats.

P.B. - Qu'est-ce qui se passe du côté des groupes communautaires ?

É. T. - Ça, c'est davantage la bonne nouvelle. À la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges où j'agis généralement dans le dossier du logement, on travaille fort. Les groupes se sont ajustés rapidement et vont au-devant des communautés afin de répondre à leurs besoins en alimentation, en éducation, en santé mentale et en lien avec les barrières linguistiques. Les personnes ont souvent des difficultés à avoir un service Internet, parce que sans ordinateur ou même sans branchement. Avec la cellule de crise qu'on a mise en place, on a réussi avec d'autres organisations à Montréal, à partager nos savoirs pour être davantage prompts à réagir à cette situation particulière. Avec nos interventions et celles de nos camarades de Montréal-Nord et d'ailleurs, on a brisé le mur du silence sur les liens entre pauvreté, discrimination et contamination. La reconnaissance du rôle du communautaire, qui fait un travail de terrain incroyable, en tout état de cause, devrait aussi faire partie de la réflexion politique quand il s'agit notamment du financement.

P.B. - Beaucoup d'immigrantes et d'immigrants sont fâchés contre le gouvernement ?

É. T. - Disons qu'elles et ils constatent que les beaux discours sont loin de proposer des solutions pour leur réalité. On a de moins en moins confiance dans un système qui a laissé pourrir la situation pendant des années, en sous-finançant l'éducation et la santé, notamment. Cela dit, il ne suffit pas de jeter la pierre pour ce qui est passé, il faut changer les manières de faire et surtout effectuer de plus grands efforts pour s'assurer que toutes et tous soient inclus. Encore trop de personnes ne sentent pas qu'on les considère dans le « nous ». Il n'est jamais trop tard et des mouvements comme QS peuvent s'adapter. Il est toujours temps ! Mais ça presse...